Initiatives ministérielles

Que la Chambre condamne la brutale et inacceptable répression en Lituanie, et demande au président Gorbatchev ainsi qu'au gouvernement Soviétique de s'abstenir de tout nouveau recours à la force envers les peuples et les gouvernements démocratiquement élus de Lituanie, Lettonie et d'Estonie.

[Français]

Cette Chambre demande à l'URSS de respecter ses obligations en vertu des accords d'Helsinki et de la Charte de Paris, et de trouver des solutions respectant les droits et les libertés fondamentaux.

Reconnaissant la politique du gouvernement canadien de ne pas reconnaître juridiquement l'annexion des États baltes, cette Chambre réitère sa résolution de mars 1990 et continue d'appuyer le droit des peuples Baltes de définir leur avenir.

[Traduction]

M. le Président: La Chambre a entendu la motion. Y a-t-il consentement unanime?

Des voix: D'accord.

(La motion est adoptée.)

M. Riis: Monsieur le Président, un bref rappel au Règlement.

Nous nous apprêtons à nous engager dans un débat historique, un débat d'une importance telle qu'il est indispensable de faire la plus grande place possible aux échanges d'idées. Il y a eu des discussions entre les partis sur la possibilité que la Chambre se constitue en comité plénier, après la première série de discours des chefs, afin de favoriser au maximum les échanges constructifs entre députés.

Monsieur le Président, je me demandais si vous ne pourriez pas obtenir le consentement unanime pour former la Chambre en comité plénier après les discours des chefs.

M. Andre: Monsieur le Président, comme on le sait, la Chambre a adopté, à deux reprises, des propositions à cet égard et a renvoyé la question au Comité permanent des affaires étrangères et du commerce extérieur, où se poursuit son étude avec des fonctionnaires et des spécialistes.

Comme la question est très importante et comme le moment est crucial, il nous est apparu pertinent et préférable de suivre la procédure de débat réglementaire de la Chambre des communes. Toutefois, en ce qui concerne les modifications à apporter à notre Règlement ou à notre procédure afin d'accélérer cette étude, je serais certes disposé à participer avec les leaders parlementaires à des discussions qui pourraient avoir lieu plus tard sur la question.

M. Gauthier: Monsieur le Président, si je comprends bien les observations du leader du gouvernement, les ministérielles ne croient pas, pour l'instant, que la proposition formulée par le Nouveau Parti démocratique exige l'approbation de la Chambre.

Je le regrette beaucoup parce que le comité plénier aurait permis aux députés d'échanger avec les ministres d'en face et de poser au gouvernement les questions qui reviennent plus d'une fois; cela aurait permis un débat plus démocratique.

M. le Président: À l'appel des motions, le député de Kamloops a présenté une suggestion à la Chambre. En l'absence de consentement pour l'instant, je dois donc poursuivre avec les affaires courantes ordinaires.

* * *

QUESTIONS AU FEUILLETON

M. Albert Cooper (secrétaire parlementaire du leader du gouvernement à la Chambre des communes): Monsieur le Président, je demande que toutes les questions restent au *Feuilleton*.

M. le Président: Toutes les questions restent-elles au *Feuilleton*?

Des voix: D'accord.

INITIATIVES MINISTÉRIELLES

[Traduction]

LA CRISE DU GOLFE PERSIQUE

L'APPUI AUX NATIONS UNIES

Le très hon. Brian Mulroney (pour le secrétaire d'État aux Affaires extérieures) propose:

Que la Chambre réaffirme son appui aux Nations Unies pour mettre fin à l'agression du Koweït par l'Irak.

—Monsieur le Président, le 2 août dernier, Saddam Hussein est entré en guerre contre le Koweït. L'invasion et l'annexion de ce pays constituent de graves violations des principes les plus fondamentaux du droit international et de la morale. Nous sommes ici aujourd'hui afin de réaffirmer l'appui du Canada aux efforts des Nations Unies pour mettre fin à ces agissements.

Le 23 octobre dernier, la Chambre a approuvé l'envoi de militaires, de navires et d'avions des Forces armées canadiennes dans le golfe Persique pour participer à l'effort militaire multinational.